

RAPPORT DE LA RENCONTRE DES LEADS & CO-LEADS DES CASH WORKING GROUPS (CWG) DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Lieu : Bureau régional d'Action contre la faim à Dakar – Sénégal

Date : Du 1er au 03 février 2023 (9H-17H GMT chaque jour)

Participants : 30 dont 13 femmes (jour 1)
34 dont 18 femmes (jour 2)
33 dont 12 femmes (jour 3)

Organisations : UNICEF, DRC, SCI, WFP, Banque Mondiale, Wizall, MFS Africa, OCHA, Ground Truth Solutions, ACF, NRC, ECHO, USAID/BHA, Direction de la Protection Sociale et de l'Économie Solidaire (DNPSES) / Mali, ministère de l'Action Humanitaire et la Gestion des Catastrophes (MAH/GC) / Niger, Mercy Corps, CRS, Oxfam, ASOPV, CALP

Introduction

Du 1^{er} au 3 février 2023, s'est tenue la rencontre des leads et co-leads des Cash Working Groups (CWGs) de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à Dakar au Sénégal. La rencontre s'inscrit dans le cadre du soutien apporté par le CWG régional et le CALP Network aux CWGs nationaux de la région. Elle a été organisée par le CALP et le Bureau régional des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) avec le soutien financier du Bureau de l'Assistance Humanitaire (BHA/USAID).

La rencontre s'était fixée comme objectifs spécifiques :

- Contribuer à améliorer la coordination au niveau régional et dans les différents pays ;
- Soutenir les CWGs nationaux pour un meilleur processus de transition ;
- Renforcer la synergie et la mise en réseau entre les CWGs autour des principales tendances régionales ;
- Identifier les thématiques et activités prioritaires à organiser en 2023.

La rencontre a vu la participation de 8 des 9 CWGs actifs de la région avec 16 participants du Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République Démocratique du Congo et du Tchad. Il y a eu aussi plusieurs participants d'ONG internationaux, des prestataires de services financiers, des bailleurs de fonds et point focaux régionaux transferts monétaires comme contributeurs aux différentes sessions.

Jour 1

1. Séance d'ouverture

L'ouverture de la rencontre a été effectuée par le CALP qui a mentionné le contexte politique et sécuritaire actuel de la région, et le nombre des personnes qui se trouvent de plus en plus dans le besoin d'une assistance humanitaire. Cette détérioration constante du contexte avec l'augmentation des besoins exige des besoins humanitaires multiples et une mutualisation des ressources et du réseautage. Le nouveau modèle de coordination cash est une opportunité pour rendre les programmes de transferts monétaires plus efficaces et efficaces.

2. Coordination et Planification humanitaire

Cette première session de la rencontre a été animée avec deux présentations :

1. Coordination et planification humanitaire par le bureau régional d'OCHA : autour de l'historique de la coordination Humanitaire, son architecture au niveau global, le cycle de programmation humanitaire et pays ainsi que le lien entre la coordination et la localisation d'une part, et d'autre part entre les CWGs et la localisation ainsi que la mobilisation des fonds comme le CERF et d'autres financements des bailleurs traditionnels.
2. Les transferts monétaires dans le cycle du programme humanitaire 2023 par le CWG du Niger : participation du CWG dans les cycles de programmes humanitaires, la collaboration avec REACH sous l'inter-cluster dans le cadre de l'évaluation des besoins multisectoriels.

Il ressort des discussions :

- Le défi persistant de la régularité de mise à jour des matrices 5W par les CWGs et la nécessité de clarifier le rôle des clusters dans ce processus ;
- Le CWG régional doit reprendre le dossier du Dashboard régional pour soutenir l'effort des CWGs sur le suivi et renforcer la visibilité des transferts monétaires au niveau régional ;
- Le défis du respect du quota des 25% des financements mobilisés affectés aux organisations locales ; ce quota est respecté pour les financements directement gérés par OCHA, mais pas encore pour les autres financements mobilisés par les autres acteurs humanitaires ;
- Poursuivre l'accompagnement des CWGs nationaux dans le processus de transition vers le nouveau modèle de coordination des transferts monétaires ; le bureau régional d'OCHA travaille actuellement sur ce point ; les CWGs seront contacter une fois le plan finalisé.

3. Transferts monétaires et réponse dirigée localement

Deux présentations ont servi de base de discussion pour cette session :

1. La présentation du projet FLASH de DRC a servi de base de discussion pour cette session. C'est un projet mis en œuvre avec des organisations locales sous forme de mécanisme de réponse rapide dans trois pays : Burkina Faso, Mali et Niger, un contexte difficile caractérisé par des déplacements importants des populations et un accès limité.
2. Une courte présentation du CALP sur les résultats préliminaires de la consultation des acteurs locaux sur la nouvelle stratégie de renforcement des capacités : même s'ils disposent des plans de formations, les organisations locales rencontrent des difficultés entre autres de financement, accès adéquat aux technologies et ne sont pas suffisamment informés des opportunités de formation du CALP. Les résultats complets de cette consultation seront présentés au cours d'une série d'atelier les 15 et 16 février 2023.

La session a permis de mettre ensemble les avis « pros » et les « contre/réticents » au travail avec les acteurs locaux pour contribuer à faire avancer l'agenda de la localisation. Les discussions ont tourné sur le rôle des CWGs dans cet effort de localisation mais aussi des attentes des limites et des risques de la réponse rapide d'urgence menée par les acteurs locaux. Comme points à retenir de la session :

- Créer un espace plus ouvert aux organisations, au-delà du cadre des CWGs ;
- S'engager à respecter les engagements internationaux vis-à-vis des organisations locales notamment l'accès aux financements, le renforcement des partenariats tout en renforçant davantage les organisations locales ;
- Le choix des partenaires dans la mise en œuvre des programmes doit reposer sur leurs zones d'enclage ; les programmes doivent désormais s'aligner à l'enclage géographique des organisations locales, des contextes qu'ils connaissent très bien pour mieux faciliter le déploiement ;
- Les risques liés au travail avec les organisations locales ne doivent pas constituer une justification pour retarder la mise en œuvre de l'agenda de la localisation.

4. PSEA dans le cadre des TM

La présentation du réseau Prévention de l'exploitation et abus sexuel (PSEA) en Afrique de l'Ouest et du centre a d'abord rappeler les liens entre la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) et l'accroissement de l'utilisation des transferts monétaires. La session vise à contribuer à une meilleure sensibilisation des participants. Le risque d'exploitation et d'abus sexuel peut provenir aussi bien du personnel de nos organisations, des partenaires de distribution que de la communauté locale elle-même (surtout s'ils font partie du comité de distribution). C'est pourquoi, il est important d'évaluer les risques selon le contexte et le programme. Il faut aussi renforcer les sensibilisations des acteurs humanitaires sur la PSEA et analyser les risques avant la mise en œuvre des projets avec modalités transferts monétaires. Il a été recommandé de poursuivre la sensibilisation et de l'élargir au-delà du cadre de cette rencontre soit au niveau du CWG régional ou au niveau des CWGs nationaux.

Jour 2

5. Liens entre TM et Protection sociale

La session était structurée avec une présentation effectuée par le PAM, UNICEF et la Banque Mondiale. Le but de la présentation était de réfléchir avec les coordinateurs des CWG sur le lien entre les TM humanitaires et la protection sociale, dans un contexte de crises chroniques avec des crises alimentaires récurrentes, notamment au Sahel, et qui se superposent, l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim d'année en année, la complexification des causes, la vulnérabilité de personnes tout au long de l'année, et cela depuis désormais des années, un financement qui devient de plus en plus difficile pour les crises humanitaires et le rôle de la protection sociale en appui aux couches plus vulnérables de la population. Le fait que les programmes de protection sociale sont gérés par les états demande des efforts communs avec les organisations humanitaires afin de pouvoir là où c'est possible avoir des programmes plus efficaces (déduplication de l'aide, alignements des modalités, montants, etc.) en s'assurant que toutes les personnes vulnérables soient assistées.

À la suite de la présentation, les échanges se sont ouverts avec les expériences partagés par le CWG de la Mauritanie, et d'autres pays. La Mauritanie est un cas très positif où les organisations humanitaires commencent à utiliser le registre social unifié, même s'il y a encore quelques difficultés. Parmi les différents aspects touchés lors des débats il y a eu les difficultés rencontrées avec les registres sociaux unifiés, que selon les interventions ne sont assez souvent pas à jour ou qui ne couvrent pas toute la population ou tout le pays, la difficulté de l'alignement car les programmes humanitaires ont une vocation à couvrir une période limitée de temps et des besoins différents, et les aspects plutôt politiques. L'importance du lien entre les programmes humanitaires et les programmes de protections sociales est toutefois ressortie comme une priorité pour l'ensemble des pays.

En conclusion, le groupe retient que même là où il n'y a pas de registre social unifié et là où l'état n'a pas encore beaucoup progressé dans la mise en place d'un système de filets sociaux, les acteurs humanitaires devraient approcher les départements étatiques qui sont sensés s'intéresser de la protection sociale et aussi les autres entités qui appuient les programmes de protection sociale. Cela peut être fait avec l'instauration d'un dialogue et un partage d'informations qui devrait aider à assurer des synergies et complémentarités opérationnelles.

6. AAP/ Redevabilité aux populations affectées dans le contexte des TM

Cette session a été animée par deux présentations du réseau régional AAP (redevabilité envers les populations affectées) :

- Présentation de l'UNICEF sur la dimension de l'AAP dans la réponse humanitaire pour démontrer l'importance de concevoir les interventions pour réellement servir les communautés en impliquant les populations affectées au processus décisionnel de manière équitable, sûre et efficace. L'AAP s'applique aussi bien en situation d'urgence qu'aux interventions de long terme. Toutefois, il est important d'adapter la dimension AAP au contexte (conflits, épidémies, catastrophes, développement) et bien identifier le système d'information et de communication, sans oublier la prise en compte de la dimension genre, contexte social, ...
- Présentation de Ground Truth Solutions (GTS) du baromètre transferts monétaires en République Centrafricaine. C'est une dynamique de GTS en Afrique de l'Ouest et du Centre qui a pour objectif est de comprendre les points de vue des personnes ayant reçu des transferts monétaires. L'étude a relevé l'importance de la collaboration avec les différents partenaires, les groupes de travail humanitaires. L'étude a relevé la mauvaise conduite des certains commerçants (prestataires de service financier) et des manquements dans le contrôle. L'étude recommande : a) de limiter d'externaliser les prestations qui fait courir le risque de fraude ; b) d'être plus présent dans les communautés et assurer un suivi systématique des plaintes après distributions.

7. Session avec le prestataire financier WIZALL

Cette session était la première de deux présentations avec deux PSF. Le but recherché était l'échange entre les responsables de la coordination humanitaire des transferts monétaires et les PSF, afin d'améliorer la compréhension mutuelle.

Après une courte présentation, WIZALL a brièvement introduit sa structure et ses services. Actuellement la compagnie travaille au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Burkina Faso et est en train de lancer ses opérations au Niger aussi. Wizall est une structure rattachée à la banque Atlantique, garantie aussi de liquidité pour les grosses opérations humanitaires. Les services offerts sont plusieurs, et en plus du classique transfert d'argent par mobile, Wizall a aussi présenté la possibilité d'assister les populations qui vivent dans des zones pas, ou peu, servis par les réseaux téléphoniques avec des cartes électroniques qui fonctionnent sans réseau.

Les échanges se sont d'abord focalisés sur les distributions dans les contextes difficiles, avec la question des risques pour les bénéficiaires, et comment la sécurité des personnes peut être garantie. Ensuite plusieurs CWG ont posé des questions relatives aux différents taux appliqués à différentes agences humanitaires et sur comment la compagnie peut distribuer du cash aux bénéficiaires qui n'ont pas des documents d'identité valides.

En conclusion les coordinateurs des CWG et Wizall ont convenu de l'importance de la création des espaces de discussion entre humanitaires et PSF afin de travailler ensemble à des solutions adaptées aux différentes contraintes spécifiques et en toute sécurité pour les bénéficiaires.

8. Mise à jour des CWG

Les dernières mises à jour des différents CWGs depuis la rencontre du mois de juillet 2022 :

- **Succès** : bon fonctionnement des CWGs nationaux avec dans certains cas des réunions rotatives et la transition des CWG vers le nouveau modèle de coordination qui se poursuit ;
- **Défis** : a) les CWGs restent encore déployés uniquement au niveau national ; il y a nécessité d'envisager l'activation des sous-groupes au niveau infranational ; b) Comment rendre plus active la participation des ONGs nationales et des acteurs gouvernementaux ; c) la mobilisation des ressources pour le financement des activités des CWGs nationaux ; la généralisation de la mise à jour/révision des MEBs ;
- **Recommandations** : a) Renforcement de capacités des membres des CWG notamment les acteurs gouvernementaux et les ONG Nationales b) Formation des formateurs ; c) Plaidoyer

pour l'acceptation politique des TM au regard des décisions d'interdiction progressivement prises par les gouvernement au niveau de la région ; d) Plaidoyer auprès des bailleurs pour la mobilisation de ressources pour le financement des activités des CWGs ; e) renforcer l'engagement des ONG nationales et acteurs du gouvernement dans les CWG ; f) Poursuivre le soutien au processus de transition vers le nouveau modèle : staff dédié, appui sur les 5W et les Dashboard ; g) amorcer/renforcer la mise en réseau des différents CWGs.

9. Travailler avec les gouvernements locaux

Le Burkina Faso, le Cameroun et le Nord-Est du Nigeria ont partagé leurs expériences en termes d'acceptance des transferts monétaires par les structures étatiques en place. Il est important de noter que le Cameroun et le Nigéria ont subi dans le passé une interdiction des transferts monétaires par leurs gouvernements en place. Cependant, grâce au plaidoyer, une meilleure implication des autorités locales et un partage d'information régulier sur les opérations des TM, l'utilisation des TM a été rétabli. Les acteurs gouvernementaux ne sont pas nécessairement informés, il faut donc améliorer le partage information et s'accorder sur les procédures opérationnelles standard. Depuis le début de l'année, le Burkina Faso subit une interdiction des transferts monétaires, spécifiquement dans la région du Sahel. Les causes et les implications de cette situation ont été longuement discutées : le problème semble être au-delà des TM, mais toutes les modalités d'assistance humanitaires. Le gouvernement burkinabé poursuit les échanges avec les différentes parties prenantes en vue de trouver une meilleure approche pour l'assistance humanitaire. Le CWG poursuit également les concertations et plaidoyer pour prévenir une éventuelle interdiction des TM dans d'autres régions.

La recommandation générale est d'impliquer les services de l'État dans la coordination des transferts monétaires, de la phase de la planification à la réponse, pour anticiper les problèmes d'acceptance politique et améliorer la responsabilité et la transparence.

Jour 3

10. Discussions ouvertes avec les bailleurs

La session d'échange avec les bailleurs s'est ouverte avec une brève présentation de la part de BHA et d'ECHO sur leur politique vis-à-vis des transferts monétaires. Alors que pour BHA il n'a pas de politique formelle sur les TM mais que les partenaires doivent expliquer le pourquoi s'ils décident de faire des distributions en nature, ECHO a une nouvelle politique TM qui met plus concrètement l'accent sur les transferts d'espèces, où les transferts monétaires sont la modalité par défaut et ses partenaires doivent expliquer pourquoi ils n'utilisent pas cette modalité le cas échéant.

Plusieurs coordinateurs des CWG ont parlé de la possibilité d'augmenter les programmes des transferts monétaires dans leur pays respectifs en promouvant l'utilisation des transferts monétaires à usage multiple et en collaborant plus avec les différents clusters afin d'augmenter l'utilisation des TM sectorielles. Le plaidoyer a aussi été cité comme outil pour pouvoir assister plus des personnes avec des TM, cette activité devrait viser les acteurs qui potentiellement pourraient utiliser plus les TM et aussi les différents départements des états qui peuvent jouer un rôle de facilitation et de lien avec les filets sociaux.

En conclusion, la coordination est aussi ressortie comme un aspect très important pour améliorer l'efficacité et le nombre des programmes des TM, à travers des MEB mis à jour, des études de faisabilités, le renforcement des capacités, le soutien aux organisations locales, le lien entre TM humanitaires et les programmes de protection sociale, etc. Pour leur part les bailleurs ont réitéré leur disponibilité à accompagner la coordination TM au cas par cas, mais ils demandent un travail collectif bien structuré, avec des plans annuels validés et partagés ainsi que des pistes de plaidoyer

développées par/ ou avec les CWGs sur la base des évidences. Les CWGs peuvent aller vers les bailleurs de fonds, mais avec des objectifs clairs et une feuille de route bien structurée.

11. Session ouverte avec les points focaux TM de la région

La session d'échange avec les points focaux TM régionaux voulait créer un lien entre les coordinateurs des CWG et les différents bureaux régionaux. A la session a participé le PAM, l'HCR, SCI, DRC et IRC (ce dernier à distance).

Au cours des échanges, les coordinateurs des CWG ont souligné le besoin de travailler de manière coordonnée dans le renforcement des capacités des tous les acteurs, les organisations locales, les acteurs étatiques et les employés des organisations internationales. Ils ont aussi demandé aux points focaux régionaux de sensibiliser leurs collègues au niveau des pays afin qu'ils puissent participer plus activement aux réunions et aux groupes de travail (MEB, plaidoyer, études de faisabilité, etc.) des CWGs des différents pays. En effet certains coordinateurs ont souligné la faible participation de certaines organisations au travail de certains CWGs. Cette faible participation a été expliquée par certains points focaux régionaux par le fait qu'il y a souvent des gaps ou pas assez de capacité dans leurs bureaux pays.

En conclusion, la session a eu des échanges constructifs et a souligné la nécessité d'une plus grande participation des différentes organisations afin de renforcer la capacité technique des différents CWG. Pour le renforcement des capacités aussi il y a le besoin de mobiliser des ressources communes afin de pouvoir augmenter les personnes qui sont formés à l'utilisation des TM.

12. Session avec le prestataire financier MFS Africa

Cette deuxième session d'échange avec un prestataire de services financiers était intéressante car MFS Afrique est un agrégateur financier et plusieurs coordinateurs des CWG n'étaient pas familiers avec ce type de service. Après une présentation de leurs services, la discussion a donc permis à certains CWG de poser des questions sur le fonctionnement du service, la couverture géographique et aussi la plus-value d'utiliser un tel service comparé avec un service standard (avec un opérateur unique). Plusieurs participants ont aussi abordé les questions contractuelles du fait que le contrat soit signé avec un seul prestataire que à son tour travaille avec plusieurs d'autres en fournissant les différents services disponibles.

13. Offres de formation du CALP et résultats de l'enquête de perception des réunions des CWG régional

C'est une courte session pour présenter les offres de formations du CALP ainsi que l'approche au niveau de la région. Les offres de formations sont désormais plus diversifiées : formations standards et formations spécialisées en format présentiel, en ligne (e-learning), à distance ou mixtes. Le CALP poursuivra l'organisation des formations de formateurs et la certification avec les CWGs et ciblant prioritairement les pays selon le principe de partage des coûts. Le CALP poursuivra le renforcement et la diversification du pool de formateurs certifiés (langue, modules, localisation) ainsi que le renforcement des capacités des acteurs locaux pour la délivrance de ses formations.

14. Principales priorités identifiées pour le plan d'action du CWG régional

Les participants à la rencontre ont souhaité voir le CWG régional s'engager sur :

- Le renforcement des capacités des membres des CWG des pays avec un focus sur les équipes des services étatiques et acteurs locaux ;
- La poursuite de la certification et formation des formateurs pour disposer de plus de formateurs par pays ;
- L'appui à la mise en place /révision des MEB et identification des valeurs de transferts ;
- Le plaidoyer pour l'acceptance des transferts monétaires ;

- L'appui aux CWGs des pays dans la transition vers le nouveau modèle de coordination des transferts monétaires ;
- Le soutien au renforcement des relations avec les clusters ;
- La réprécision de la gestion de la digitalisation et la protection des données » ainsi que la question du genre et les transferts monétaires.

Principales recommandations de la rencontre

1. Appuyer les CWGs dans le processus de transition vers le nouveau de coordination TM ;
2. Accélérer la mise en œuvre de l'agenda sur la localisation notamment par le renforcement des capacités pour les organisations locales et les acteurs étatiques, leur implication depuis la planification de la réponse humanitaire ainsi que la diversification des espaces d'échange avec ces acteurs ;
3. Aux conseillers régionaux TM de sensibiliser plus leurs collègues du niveau national pour une participation plus active aux activités des CWGs ;
4. Les bailleurs de fonds restent ouverts pour appuyer les efforts de coordination au niveau de la région, mais les CWGs doivent les aborder avec des objectifs clairs et une feuille de route bien structurée ;
5. Améliorer les relations avec les clusters notamment dans la collecte des données sur les TM sectoriels ;
6. Créer des espaces de discussion avec les prestataires de service financier pour faciliter la recherche de solution adaptées ;
7. Rechercher autant que possible à faire le lien entre les TM humanitaires et les programme de protection sociale gouvernementaux, même si le système n'est pas encore prêt ;
8. Poursuivre la sensibilisation sur les thématiques transversales (AAP, PSEA, genre) pour une meilleure compréhension et une meilleure prise en compte.